



Lezoux (E23041)

Objet : Etude diagnostique et schéma directeur d'assainissement

# altereo

eau et territoires durables



## Etude diagnostic et schéma directeur d'assainissement

### Notice du zonage Assainissement



Altereo

**Agence Centre Est**

1-3 All des Gingkos

69500 BRON

Tél : 04 72 47 86 60



Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Page 1/22

21/03/2025

## Identification du document

Elément		
Titre du document	Rapport de phase 1	
Nom du fichier	[E23041] SDA LEZOUX_Rapport de phase 1_v2.docx	
Version	21/03/2025 10:17:00	
Rédacteur	BSA	
Vérificateur	DC	
Valideur		

# Sommaire

<b>1. PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJECTIFS FIXES .....</b>	<b>6</b>
<b>3. REGLEMENTATION.....</b>	<b>6</b>
<b>4. NOTICE JUSTIFIANT LE ZONAGE.....</b>	<b>7</b>
4.1. Localisation de la zone d'étude .....	7
4.2. Compétence en matière d'assainissement .....	7
4.3. Occupation des sols .....	7
4.4. Climatologie générale et contexte pluviométrique.....	8
4.5. Contexte topographique et géologique.....	8
4.6. Les risques naturels majeurs .....	9
4.7. Patrimoine naturel et paysager .....	9
4.7.1. Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F) .....	9
<b>4.8. Données urbaines et perspectives de développement .....</b>	<b>10</b>
4.8.1. La démographie - INSEE .....	10
4.8.2. Les logements .....	10
<b>4.9. SDAGE Loire Bretagne .....</b>	<b>11</b>
<b>4.10. SAGE Allier Aval.....</b>	<b>11</b>
4.10.1. Perspectives de développement : OAP sur Lezoux .....	13
<b>4.11. Zones du PLUi.....</b>	<b>14</b>
<b>5. LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>15</b>
<b>5.1. Matériaux/Diamètres/Age du réseau ASST .....</b>	<b>15</b>
5.1.1. Matériaux.....	15
5.1.2. Diamètres.....	16
5.1.3. Age des conduites.....	18
<b>5.2. Assainissement non collectif.....</b>	<b>18</b>
<b>5.3. Conditions générales.....</b>	<b>18</b>
<b>6. ZONAGE ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>20</b>
<b>6.1. Proposition de zonage .....</b>	<b>21</b>
6.1.1. Raccordement au réseau d'assainissement collectif .....	21
6.1.2. Secteurs en assainissement non collectif.....	21
<b>7. ANNEXE.....</b>	<b>22</b>

## Table des figures

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude – Commune de Lezoux .....	7
Figure 2 : Carte d'occupation des sols – Source Corine Land Cover 2018 .....	7
Figure 3 : Précipitations mensuelles moyennes de 2013 à 2022 et précipitations sur les années 2023 et 2024 sur la station Météo France de Clermont-Ferrand – Infoclimat.fr .....	8
Figure 4 : Carte du relief de la commune de Lezoux.....	8
Figure 5 : Carte géologique de la commune de Lezoux – Source BRGM.....	9
<i>Figure 6 : Cartographie des zones protégées sur le territoire de la commune .....</i>	<i>10</i>
Figure 7 : Evolution de la population sur la commune depuis 1968 .....	10
Figure 8 : OAP présentes sur la commune de Lezoux (PLUi 2025).....	13
Figure 9 : Répartition des matériaux par type de réseau .....	15
Figure 10 : Répartition des diamètres par type de réseau.....	16

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition de l'occupation du sol de la commune de Lezoux .....	8
Tableau 2 : Répartition des matériaux par type de réseau.....	16
Tableau 3 : Répartition des diamètres par type de réseau.....	17
Tableau 4 :Présentation des dates de pose.....	18

# 1. PREAMBULE

---

La commune de Lezoux a la compétence en matière d'assainissement collectif des eaux usées, et la communauté de communes entre Dore et Allier à la compétence en matière d'assainissement non collectif. Cette compétence consiste en la gestion de l'assainissement collectif (réseaux et stations d'épuration) et de l'assainissement non collectif.

La présente étude a pour but la mise à jour du **zonage d'assainissement de la commune de Lezoux établi en 2012. Cette mise à jour est faite en cohérence avec le projet de plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et fera l'objet d'une enquête publique.**

Cette étude permet de définir les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique et de mettre en concordance le zonage d'assainissement collectif et non collectif.

Elle s'inscrit dans une réflexion globale sur la mise en conformité avec les prescriptions de la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et des articles L 2224-10 et R 2224-7 à R 2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les solutions techniques vont de l'assainissement non collectif (tout type de dispositif de collecte et de traitement qui relève de la responsabilité de personnes privées) à l'assainissement collectif, qui relève de la responsabilité publique (communes, syndicats, ...), et elles devront répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage qui sont de :

- Garantir à la population présente et à venir des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées,
- Respecter le milieu naturel en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles selon les objectifs de qualité,
- Prendre en compte ce zonage d'assainissement dans les orientations d'urbanisme de la commune de façon à garantir une cohérence entre le développement des constructions et celui des équipements,
- Assurer le meilleur compromis économique possible dans le respect des réglementations,
- Posséder un outil d'aide à la décision notamment en ce qui concerne le choix et la mise en œuvre des filières d'assainissement non collectif.

L'étude a été réalisée avec le souci :

- de fournir aux décideurs l'information la plus large possible pour qu'ils choisissent en connaissance de cause ⇒ aide à la décision,
- de donner une vision claire et pédagogique des programmes d'action et d'investissement, hiérarchisés et quantifiés ⇒ outil de planification.

Le zonage d'assainissement mis en place concerne l'ensemble du territoire communal qui est découpé en zones auxquelles sont attribués des modes d'assainissement. **Ce zonage est soumis à une enquête publique et sera annexé au document d'urbanisme à l'issue de la procédure.**

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

**Cette notice d'enquête est constituée :**

- Un rappel de la réglementation et des objectifs du zonage.
- D'un rapport justifiant le zonage d'assainissement retenu.
- D'une carte de zonage d'assainissement.

## 2. OBJECTIFS FIXES

---

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement sont, sur le plan technique :

- L'optimisation des choix d'assainissement au regard des différentes contraintes.
- La revalorisation de l'assainissement non collectif en tant que technique épuratoire, alternative et intéressante sur le plan économique et environnemental.
- L'identification des zones d'assainissement collectif.
- La délimitation fine des périmètres d'agglomération au sens assainissement.
- L'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs.
- La précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non collectif.

Le présent zonage assainissement est opposable à tout nouveau projet d'aménagement ou construction, qu'il soit public ou privé.

## 3. REGLEMENTATION

---

Le Code Général des Collectivités Territoriales précise à l'article L 2224-10, modifié par Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240 : Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Article R 2224-7 (modifié par décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007) : « Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif »,

Article R 2224-8 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 9) : « L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement »,

Article R 2224-9 (modifié par décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007) : « Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé ».

Concernant l'assainissement non collectif, notamment la mise en place du Service Public de l'Assainissement Non collectif (SPANC) dont la mission est le contrôle des dispositifs individuels, plusieurs textes font aujourd'hui référence :

- Lois sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 03 janvier 1992 et du 31 décembre 2006,
- Loi n°2010788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,
- L'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,
- L'Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 27 avril 2012, relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, L'Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges,
- Loi Grenelle 2 qui modifie l'art L 2224-8 du Code Général des Collectivités territoriales, l'article L 1331-1-1 et L 1331-6 du Code de la Santé Publique.
- Code général des collectivités territoriales (articles L 2224-8, L 2224-10 notamment)
- Code de la santé publique (articles L 1331-1et suivants).

## 4. NOTICE JUSTIFIANT LE ZONAGE

### 4.1. Localisation de la zone d'étude

La commune de Lezoux se situe à 25 km environ de la ville de Clermont-Ferrand (63).

La population était de 5 675 habitants en 2009, de 5 962 en 2014. Elle est actuellement de 6 355 habitants (INSEE, population légale 2020), concentrée principalement dans le bourg. Soit une densité de population d'environ 161 habitants par km<sup>2</sup>. Depuis le 18 décembre 1998, la commune fait partie de la Communauté de Communes Entre Dore et Allier.

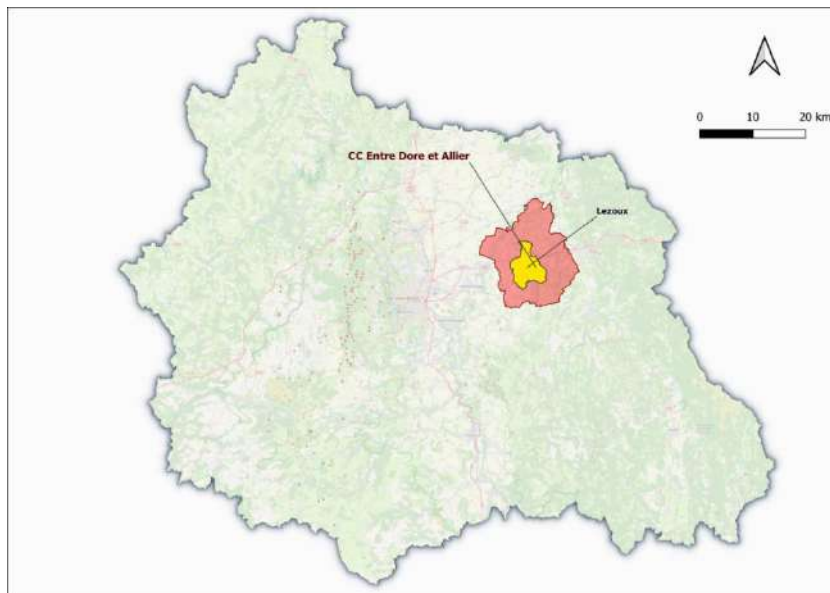


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude – Commune de Lezoux

### 4.2. Compétence en matière d'assainissement

La commune de Lezoux a la compétence assainissement collectif sur son territoire. L'exploitation du réseau d'assainissement et des 3 unités de traitements est effectuée par La SEMERAP (Société d'Economie Mixte pour l'Exploitation des Réseaux d'eau et d'Assainissement et la Protection de l'environnement) via une délégation de service public (DSP) de 12 ans entre 2018 et 2029.

La commune compte 2823 abonnés en assainissement en 2022. L'assainissement non collectif concerne environ 252 abonnés en 2019 (source Sispea).

### 4.3. Occupation des sols

Pour catégoriser l'occupation des sols nous utilisons la base de données Corine Land Cover. Le territoire de la commune est majoritairement occupé par des zones agricoles (71%). Les forêts couvrent 17% du territoire. Enfin, l'espace urbain représente 12% de la couverture de la commune.

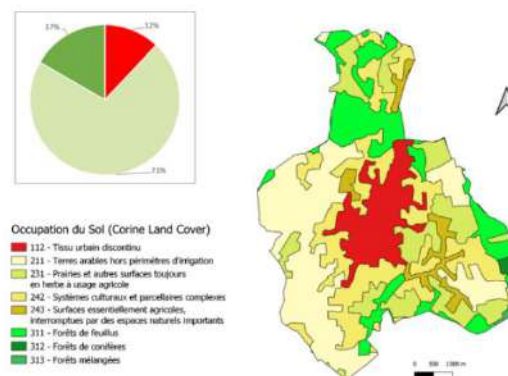


Figure 2 : Carte d'occupation des sols – Source Corine Land Cover 2018

Zones	Superficie (Ha)	Occupation (%)
Zone urbanisée	418	12%
Prairie et surfaces agricoles	2 473	71%
Forêts	577	17%

Tableau 1 : Répartition de l'occupation du sol de la commune de Lezoux

## 4.4. Climatologie générale et contexte pluviométrique

La commune de Lezoux se situe à 18km au Nord-Est de la station Météo France de Clermont-Ferrand - Aulnat, station la plus représentative des conditions météorologiques de la commune.

La pluviométrie annuelle moyenne mesurée sur les 10 dernières années est de l'ordre de 535 mm/an. La moyenne des températures minimales est de 7,5°C et de 18°C pour les températures maximales.

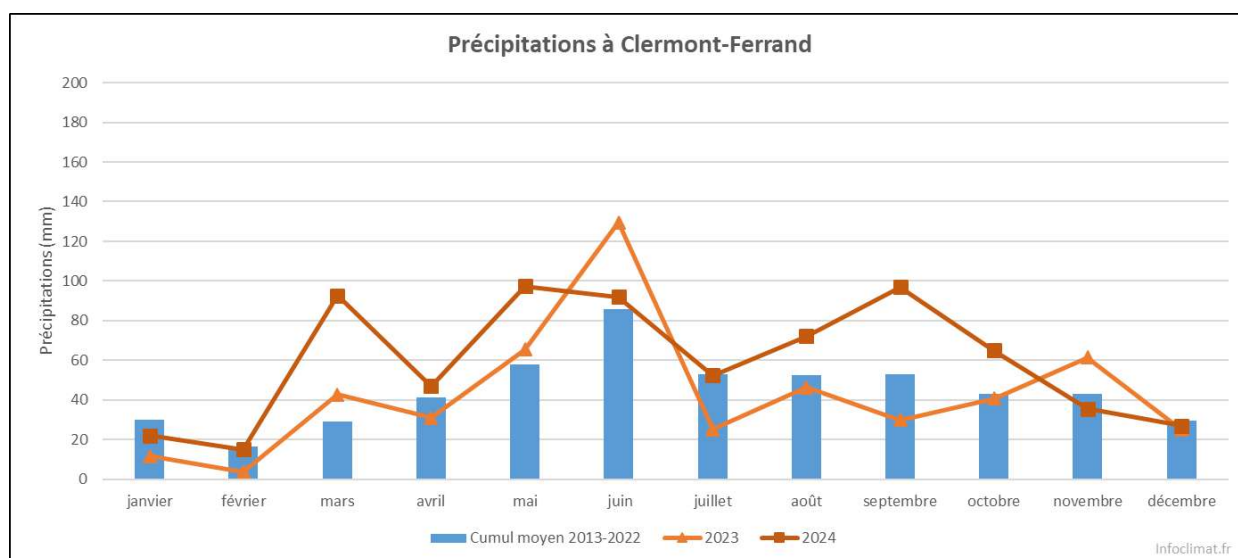


Figure 3 : Précipitations mensuelles moyennes de 2013 à 2022 et précipitations sur les années 2023 et 2024 sur la station Météo France de Clermont-Ferrand – Infoclimat.fr

Les données présentées illustrent les cumuls pluviométriques relevés sur différentes années à la station météo France de Clermont-Ferrand. En moyenne, sur la période 2013-2022, les précipitations variaient de **16,56 mm** à **85,76 mm** selon les périodes observées. En 2023, ces valeurs se sont généralement montrées inférieures à la moyenne, avec des cumuls allant de **3,8 mm** à **129,5 mm**, bien que certains mois aient connu des précipitations plus élevées. En 2024, les valeurs observées sont plus variables : certaines périodes affichent des précipitations proches de la moyenne, tandis que d'autres montrent des **hausse**s notables, atteignant jusqu'à **97,3 mm** et **96,9 mm**.

## 4.5. Contexte topographique et géologique

### Contexte topographique

L'altitude de la commune varie entre 316m et 419m, avec une moyenne établie à 352m d'altitude. Le relief le plus bas se situe au Sud-Ouest de la commune, en direction de la plaine de la Limagne. Les altitudes s'élèvent sur la frange Est de la commune, préfigurant les têtes de bassins versants des cours d'eau du Litroux et du Jauron.

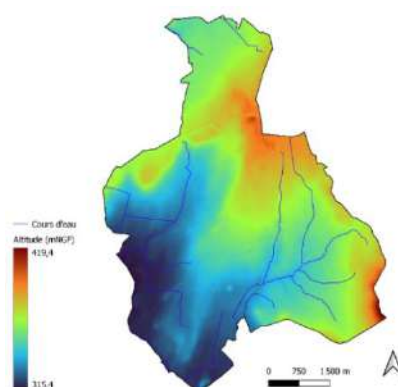


Figure 4 : Carte du relief de la commune de Lezoux



## Contexte géologique

La géologie du secteur fait apparaître des formations sédimentaires tertiaires détritiques, des terres noires du complexe limagnais et des formations alluviales.



Figure 5 : Carte géologique de la commune de Lezoux – Source BRGM

## 4.6. Les risques naturels majeurs

La commune de Lezoux présente des risques naturels avec une probabilité d'apparition différente. Ces risques peuvent avoir des conséquences directes sur le fonctionnement du système d'assainissement s'ils apparaissent (vieillesse prématurée des canalisations, impact sur le milieu naturel, impact sur les ouvrages particuliers, etc.). Ces risques ainsi que leur probabilité d'apparition sur le territoire de la commune sont présentés ci-dessous (source : géorisque) :

- Inondation : **Risque existant**
- Remontée de nappe : **Risque existant**
- Aux séismes : **Risque existant modéré**
- Aux mouvements de terrains : **Risque existant**
- Au radon : **Risque existant faible**
- Au retrait/gonflement des argiles : **Risque existant important**

## 4.7. Patrimoine naturel et paysager

### 4.7.1. Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F)

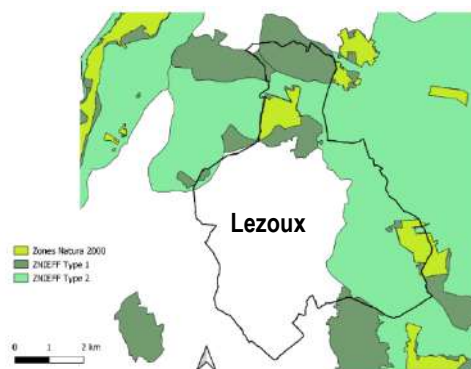
Les milieux naturels remarquables de la région ont été recensés à partir de 1982 au moment de la création des Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique et Faunistique (ZNIEFF). Les ZNIEFF ont été élaborées dans l'objectif d'obtenir une connaissance permanente et aussi exhaustive que possible des espaces naturels, terrestres et marins, dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares et menacés. On distingue deux types de ZNIEFF :

**ZNIEFF de type I** : Milieux où les scientifiques ont identifié des espèces de faune ou de flore menacées de disparaître

**ZNIEFF de type II** : Vastes ensembles offrant un potentiel écologique notab

Le réseau **Natura 2000** est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques.

- **ZNIEFF DE TYPE I** : Bois Grimaud, Bois d'Ornon, Le Grand Gondérat et le Château de Beaubois, Bois de Larye-Bois de la Prada-Bois du Grand Teix-Les Genestoux, Puy de Ravel, Bois de l'Aumone, Sable de Lezoux
- **ZNIEFF DE TYPE II** : Varennes et Bas Livradois
- Une zone Natura 2000 de la directive Habitats est présente sur le territoire de la commune : La Plaine de Varennes.



### ● Inventaire des zones humides

La commune de Lezoux se situe sur le territoire du SAGE du bassin versant de l'Allier Aval. **Elle est concernée par la forte probabilité théorique de présence de zones humides du SAGE du bassin versant de l'Allier aval** (source : SIG réseau zones humides – prélocalisation des zones humides du bassin versant de l'Allier aval).

## 4.8. Données urbaines et perspectives de développement

### 4.8.1. La démographie - INSEE

On recense 6426 habitants sur la commune de Lezoux en 2024, représentant une densité de population d'environ 185.2 habitants/km². Les chiffres fournis par l'INSEE depuis 1968 sont reportés dans le graphique ci-dessous :

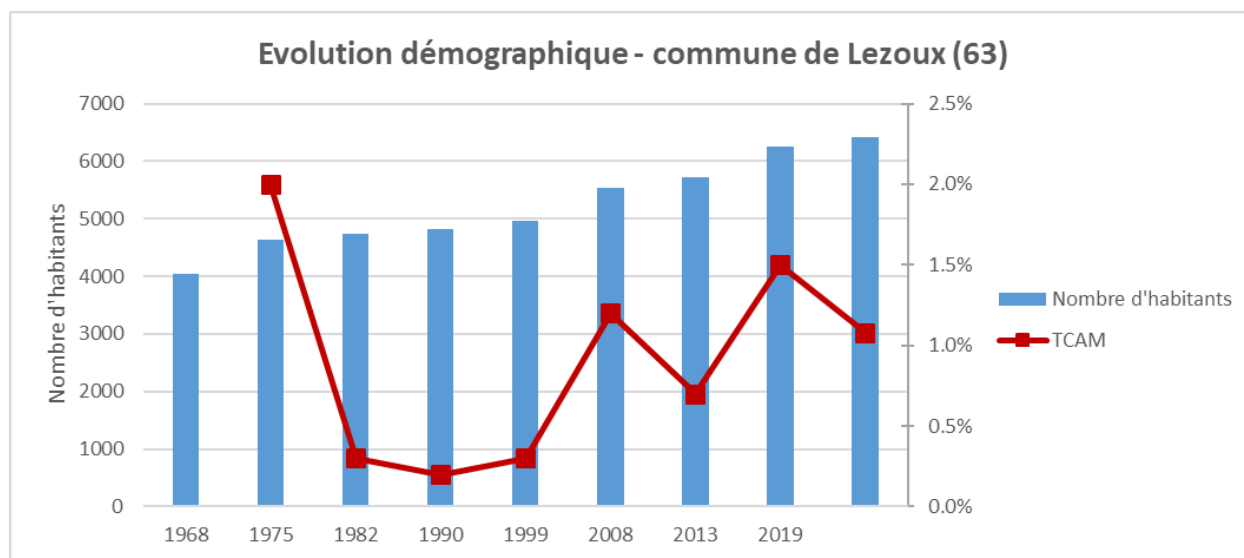


Figure 7 : Evolution de la population sur la commune depuis 1968

La commune de Lezoux a gagné plus de 2000 habitants entre 1968 et 2024. Une forte croissance a été observée jusqu'aux années 70 avec un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 2%/an. Cette croissance a diminué par la suite jusqu'aux années 90, avant d'augmenter à nouveau jusqu'en 2024.

### 4.8.2. Les logements

Au dernier recensement de l'INSEE, la commune compte un total de 2875 logements dont 88.7% sont des résidences principales. Le nombre et la répartition des logements depuis 2008 est répertoriée dans le tableau ci-dessous :

Logements	2008	%	2013	%	2019	%	2021	%
<b>Ensemble</b>	2441	100.0%	2610	100.0%	2875	100.0%	2928	100.0%
<b>Résidences principales</b>	2199	90.1%	2313	88.6%	2550	88.7%	2596	86.7%
<b>Résidences secondaires et logements occasionnels</b>	39	1.6%	31	1.2%	36	1.2%	36	1.2%
<b>Logements vacants</b>	203	8.3%	267	10.2%	289	10.1%	296	10.1%

## 4.9. SDAGE Loire Bretagne

Le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 est un document de planification qui définit les priorités de la politique de l'eau pour le bassin hydrographique Loire-Bretagne. Voici un récapitulatif, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité des cours d'eau en lien avec les eaux usées :

- **Objectifs principaux**

- Atteindre 61% des eaux en bon état d'ici 2027.
- Assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.
- Améliorer la qualité des eaux de surface.
- Préserver les écosystèmes aquatiques et littoraux.

- **Amélioration de la qualité des cours d'eau**

Le SDAGE met l'accent sur plusieurs aspects pour améliorer la qualité des cours d'eau, notamment en ce qui concerne les eaux usées :

- **Lutte contre l'eutrophisation**: Le plan renforce la lutte contre l'eutrophisation marine en mettant en place des actions contre les excès de nitrates. Cela implique une meilleure gestion des eaux usées, qui sont souvent une source importante de nutriments.
- **Gestion des bassins versants**: Le SDAGE souligne l'importance des bassins versants dans la qualité des milieux aquatiques, mettant en avant le rôle des haies et du bocage. Cette approche globale inclut nécessairement une meilleure gestion des eaux usées à l'échelle du bassin versant.
- **Réduction des pollutions**: Le programme vise à réduire l'ensemble des apports polluants pour améliorer la qualité des eaux, y compris les eaux littorales. Cela implique une meilleure gestion et traitement des eaux usées avant leur rejet dans les cours d'eau.
- **Programme de mesures**: Un programme de mesures complète le SDAGE, précisant les actions techniques, financières et réglementaires à mener d'ici 2027 pour atteindre les objectifs fixés. Ce programme inclut probablement des mesures spécifiques pour améliorer le traitement des eaux usées.
- **Investissements**: Le programme de mesures prévoit un investissement d'environ 3,6 milliards d'euros sur six ans, soit environ 45 euros par habitant du bassin Loire-Bretagne et par an. Une partie de ces fonds sera vraisemblablement consacrée à l'amélioration des systèmes de traitement des eaux usées.

En conclusion, le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 accorde une importance significative à l'amélioration de la qualité des cours d'eau, avec un focus particulier sur la réduction des pollutions, y compris celles provenant des eaux usées. La mise en œuvre de ce plan devrait contribuer à une meilleure gestion des eaux usées et, par conséquent, à une amélioration de la qualité des cours d'eau du bassin.

## 4.10. SAGE Allier Aval

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Allier Aval est un outil de planification visant à préserver et améliorer la gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques dans le bassin versant de l'Allier Aval. Voici un récapitulatif avec un focus particulier sur l'amélioration de la qualité des cours d'eau en lien avec les eaux usées :

- **Contexte général**

Le bassin versant de l'Allier Aval couvre 6 344 km<sup>2</sup>, s'étendant de Vieille-Brioude au bec d'Allier, et concerne environ 763 000 habitants répartis sur 463 communes dans 5 départements (Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Allier, Nièvre, Cher). L'Allier Aval est marqué par une forte anthropisation avec des pôles urbains (Issoire, Clermont-Ferrand, Vichy, Moulins) et des activités agricoles intensives dans la plaine alluviale

- **Enjeux liés à la qualité des cours d'eau**

L'amélioration de la qualité des eaux figure parmi les priorités du SAGE Allier Aval :

- **Restaurer les masses d'eau dégradées** pour atteindre le bon état écologique et chimique conformément à la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).
- **Réduire les pollutions domestiques et agricoles**, principales causes de dégradations constatées dans les affluents et zones alluviales.
- **Encadrer les rejets d'eaux usées** pour limiter leur impact sur les milieux aquatiques.

- **Actions spécifiques pour améliorer la qualité en lien avec les eaux usées**

Le SAGE propose plusieurs mesures concrètes :

- **Renforcement des infrastructures d'assainissement** : Modernisation des stations d'épuration pour mieux traiter les eaux usées avant leur rejet dans les cours d'eau.
- **Contrôle des rejets industriels et domestiques** : Mise en place de réglementations strictes pour limiter les pollutions chimiques et organiques.
- **Accompagnement des collectivités** : Soutien technique et financier pour améliorer leurs systèmes d'assainissement collectif et non collectif.
- **Sensibilisation des acteurs locaux** : Formation et sensibilisation des agriculteurs, industriels et citoyens pour adopter de meilleures pratiques en matière de gestion de l'eau.

#### ● Résultats attendus

L'objectif est d'améliorer significativement la qualité des eaux de surface, avec une ambition d'atteindre un bon état écologique pour au moins 52 % des masses d'eau du bassin. Cela passe par une réduction notable des pollutions liées aux eaux usées et une meilleure gestion globale des ressources en eau.

En résumé, le SAGE Allier Aval met en œuvre une stratégie ambitieuse pour restaurer la qualité des cours d'eau en s'attaquant notamment aux pollutions liées aux eaux usées, tout en mobilisant les acteurs locaux pour une gestion durable.

#### ● État des masses d'eau sur la commune de Lezoux

La Direction Départementale des Territoires du Puy-de-Dôme a réalisé un premier diagnostic sur les bassins versant du Litroux et du Jauron dans les années **2011/2012**. Les masses d'eau ont été évaluées en état « **mauvais** » pour quatre d'entre-elles, et en états « **moyen** » et « **médiocre** » pour les deux autres, initiant un projet de contrat territorial sur ces bassins versants afin d'atteindre un **bon état ou un bon potentiel écologique** des masses d'eau d'ici **2027**. Les masses d'eau présentes sur la commune de Lezoux, le Litroux aval et le Guizoux, ont été évaluées en état « **mauvais** ».

Les communautés de communes Entre Dore et Allier et Billom Communauté sont à présent en phase d'élaboration d'un contrat territorial sur les bassins versant du Litroux et du Jauron (2020-2022), dont le but est d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau, dont notamment le Litroux et le Guizoux. Ce contrat territorial devrait permettre une amélioration de la connaissance du territoire sur les milieux aquatiques et une élaboration d'un programme d'actions détaillé aux enjeux majeurs suivants :

- Qualité de l'eau (réduction des pollutions domestiques ; amélioration des pratiques polluantes)
- Pratiques agricoles
- Restauration de la morphologie et amélioration de la qualité des habitats des espèces aquatiques
- Maintien de la ripisylve
- Restauration de la continuité écologique
- Lutte contre l'érosion de la biodiversité aquatique
- Restauration et sauvegarde des zones humides
- Prélèvements et gestion des plans d'eau

#### 4.10.1. Perspectives de développement : OAP sur Lezoux

La commune de Lezoux compte 26 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Ces dispositifs stratégiques permettent de cadrer les grands projets urbains et d'organiser le développement du territoire de manière cohérente et durable.

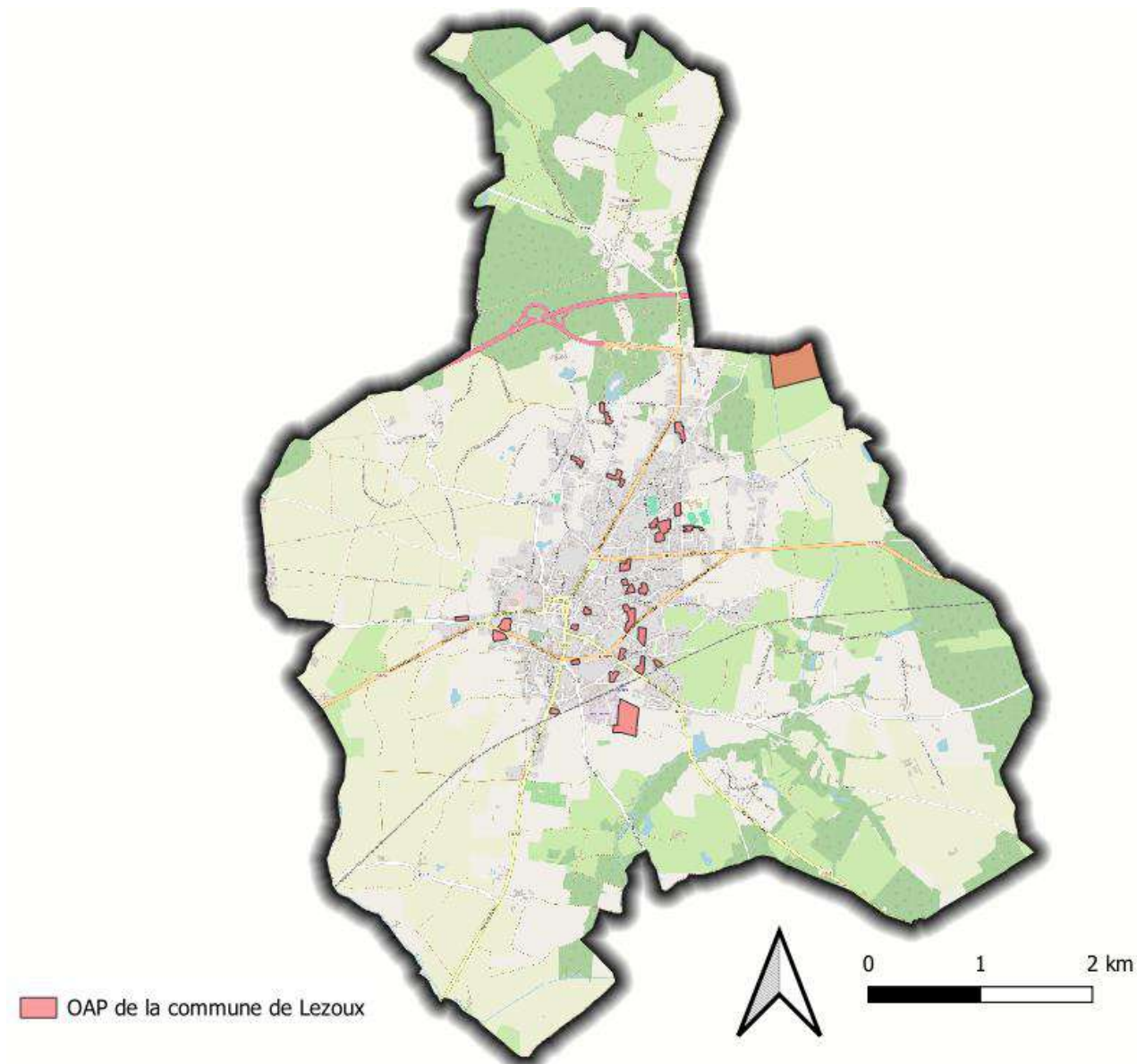
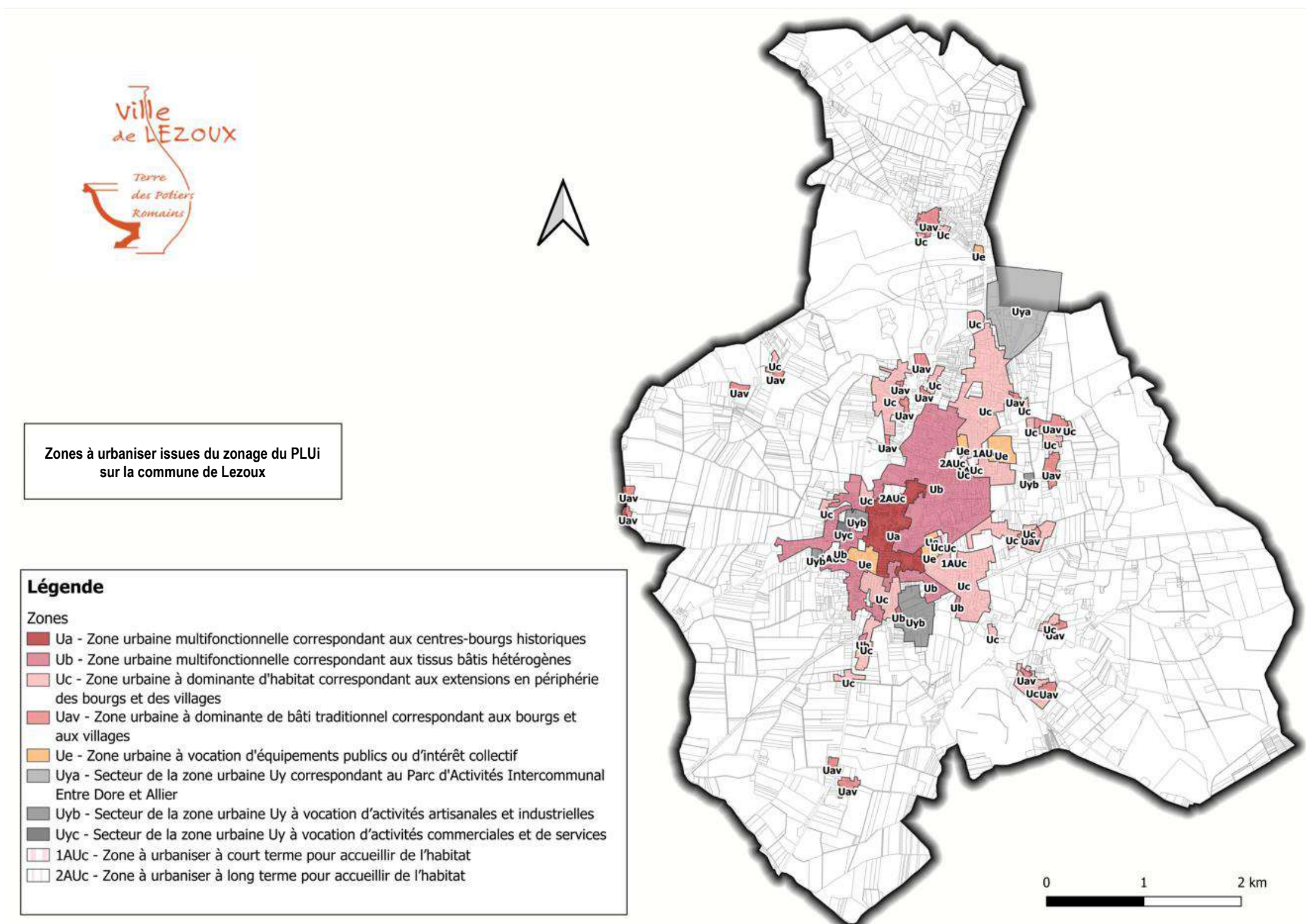


Figure 8 : OAP présentes sur la commune de Lezoux (PLUi 2025)



## 4.11. Zones du PLUi

La carte ci-dessous représente les zones à urbaniser issues du zonage du PLUi de Lezoux.



## 5. LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Les données utilisées dans ce chapitre proviennent des plans fournis par la commune et complétées par la reconnaissance du réseau réalisée dans le cadre d'une mise à jour du schéma directeur d'assainissement, en collaboration avec les représentants de la commune.

### 5.1. Matériaux/Diamètres/Âge du réseau ASST

Le linéaire total de réseau d'assainissement de la commune de Lezoux est estimé à 91 km, dont 41 km de réseau d'eaux usées, 36 km de réseau d'eaux pluviales et 14 km de réseau unitaire. Des postes de refoulement permettent de remonter les effluents de différents quartiers au réseau.

#### 5.1.1. Matériaux

Le linéaire de canalisation de la commune de Lezoux est réparti en matériaux et diamètres selon la décomposition suivante :

- Le **béton** ainsi que le **PVC** sont les matériaux qui sont le plus présent sur tous les types de réseaux.
- Les autres matériaux représentent pour chaque type de réseau, moins de 10% du linéaire.
- Certaines conduites présentent encore un **matériau indéterminé**, mais représente **moins de 5% du linéaire total**.

Un tableau et un graphique montrent cette répartition.

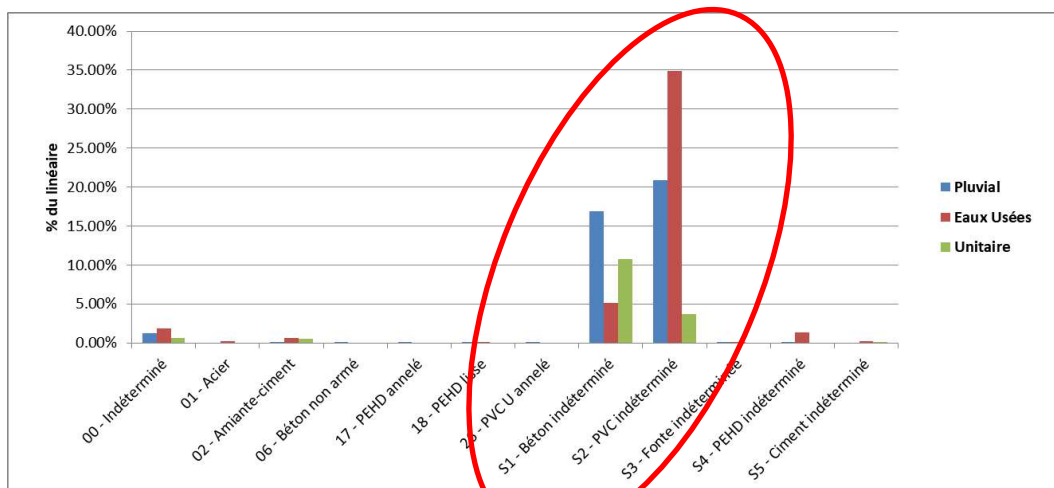


Figure 9 : Répartition des matériaux par type de réseau

Matériaux/Type de réseaux	Longueur (ml)	Pourcentage Linéaire (%)
<b>01 - Pluvial</b>	<b>36 319</b>	<b>39.72%</b>
00 - Indéterminé	1 254	1.37%
02 - Amiante-ciment	122	0.13%
06 - Béton non armé	14	0.02%
17 - PEHD annelé	37	0.04%
18 - PEHD lisse	64	0.07%
26 - PVC U annelé	115	0.13%
S1 - Béton indéterminé	15 418	16.86%
S2 - PVC indéterminé	19 084	20.87%
S3 - Fonte indéterminée	137	0.15%
S4 - PEHD indéterminé	74	0.08%
<b>02 - Eaux usées</b>	<b>40 625</b>	<b>44.43%</b>
00 - Indéterminé	1 711	1.87%
01 - Acier	207	0.23%
02 - Amiante-ciment	523	0.57%
18 - PEHD lisse	70	0.08%
S1 - Béton indéterminé	4 694	5.13%
S2 - PVC indéterminé	31 908	34.90%
S3 - Fonte indéterminée	86	0.09%
S4 - PEHD indéterminé	1 266	1.38%
S5 - Ciment indéterminé	161	0.18%
<b>03 - Unitaire</b>	<b>14 330</b>	<b>15.67%</b>
00 - Indéterminé	621	0.68%
02 - Amiante-ciment	456	0.50%
S1 - Béton indéterminé	9 835	10.76%
S2 - PVC indéterminé	3 412	3.73%
S5 - Ciment indéterminé	7	0.01%
<b>Total général</b>	<b>91 435</b>	<b>100.00%</b>

Tableau 2 : Répartition des matériaux par type de réseau

### 5.1.2. Diamètres

Le linéaire de canalisation de la commune de Lezoux est réparti en diamètre selon la décomposition suivante :

- Le DN200 est le diamètre le plus représentatif.
- Les diamètres de 250 à 400 sont aussi une part importante du linéaire des réseaux (notamment pluviaux).
- Les autres diamètres représentent environ 20% du linéaire restant.

Un tableau et un graphique montrent cette répartition.

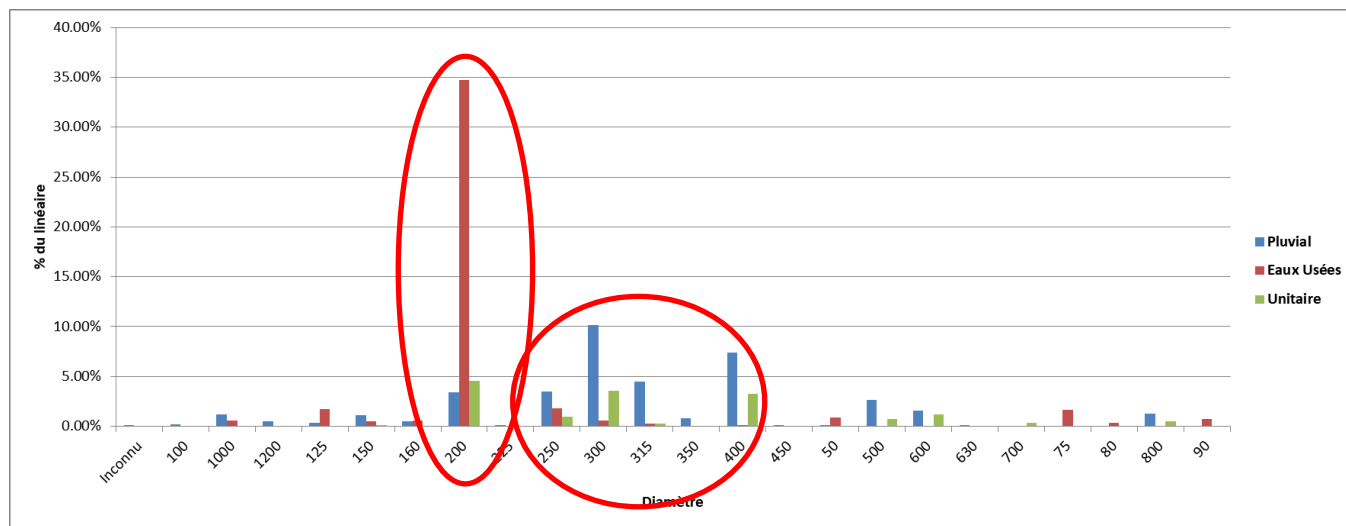


Figure 10 : Répartition des diamètres par type de réseau



Diamètre/Type de réseaux	Longueur (ml)	Pourcentage Linéaire (%)
<b>01 - Pluvial</b>	<b>36 319</b>	<b>39.72%</b>
Inconnu	106	0.12%
100	173	0.19%
1000	1 062	1.16%
1200	471	0.52%
125	347	0.38%
150	1 009	1.10%
160	443	0.48%
200	3 140	3.43%
225	118	0.13%
250	3 166	3.46%
300	9 257	10.12%
315	4 121	4.51%
350	709	0.78%
400	6 744	7.38%
450	136	0.15%
50	98	0.11%
500	2 449	2.68%
600	1 420	1.55%
630	97	0.11%
700	67	0.07%
80	7	0.01%
800	1 179	1.29%
<b>02 - Eaux usées</b>	<b>40 625</b>	<b>44.43%</b>
Inconnu	68	0.07%
100	31	0.03%
1000	513	0.56%
125	1 554	1.70%
150	461	0.50%
160	496	0.54%
200	31 721	34.69%
250	1 662	1.82%
300	511	0.56%
315	237	0.26%
350	4	0.00%
400	78	0.09%
50	792	0.87%
75	1 513	1.66%
80	297	0.32%
90	686	0.75%
<b>03 - Unitaire</b>	<b>14 330</b>	<b>15.67%</b>
Inconnu	42	0.05%
125	13	0.01%
150	107	0.12%
200	4 191	4.58%
250	894	0.98%
300	3 288	3.60%
315	248	0.27%
400	3 007	3.29%
500	676	0.74%
600	1 098	1.20%
700	283	0.31%
800	482	0.53%
<b>Total général</b>	<b>91 435</b>	<b>100.00%</b>

Tableau 3 : Répartition des diamètres par type de réseau

### 5.1.3. Age des conduites

Le linéaire de canalisation de la commune de Lezoux est réparti en date de pose selon la décomposition suivante :

- 75% du linéaire à une date de pose **inconnue**.
- 24% des conduites ont été posées entre 2005 et 2015
- 1% du linéaire a été posé avant 2005.

Le tableau montre cette répartition.

Période de pose	Linéaire (ml)	Pourcentage Linéaire (%)
< 2005	427	0.78%
[2005 ; 2010[	3 838	6.97%
[2010 ; 2015[	3 774	6.86%
> 2015	6 033	10.96%
Inconnue	40 976	74.44%
<b>Total</b>	<b>55 048</b>	<b>100.00%</b>

Tableau 4 :Présentation des dates de pose.

Pour bénéficier des subventions de l'Agence de l'eau, il est impératif d'obtenir un minimum de 60 points sur 120 dans l'Indice de Connaissance et de Gestion Patrimoniale (ICGP). Dans ce cadre, une **reconquête** des données relatives **aux dates de pose** des réseaux sur la commune de Lezoux s'avère nécessaire.

## 5.2. Assainissement non collectif

Sur la commune de Lezoux, **252** abonnés relèvent de l'assainissement non collectif.

## 5.3. Conditions générales

Pour chaque dossier instruit, le choix de la filière est adapté aux contraintes de chaque site (surface disponible, hydromorphie, perméabilité, contexte géologique, accessibilité...).

**Rappelons que la réglementation exige les études de sol à la parcelle.**

Pour tout projet d'assainissement non collectif, il sera demandé au pétitionnaire une étude à la parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner le dispositif d'assainissement autonome le plus adapté.

Ainsi, l'avis du SPANC est donné au cas par cas sur la base d'une étude de sol permettant de définir, à l'issue des mesures de perméabilités et de recueil de données hydro pédologiques de la parcelle, l'aptitude réelle des sols à l'infiltration et de décliner précisément la filière adéquate et son dimensionnement.

En cas de perméabilité inférieur à 15mm/h, des filières dites drainées (n'utilisant pas le sol en place pour le traitement des influents) pourront être envisagées. Seules les parcelles dont la perméabilité est rigoureusement inférieure à 10mm/h et sans présence d'exutoire pourront être réellement considérées inaptées à accueillir un dispositif d'assainissement non collectif et pourront faire l'objet d'un refus d'urbanisation.

Les parcelles ouvertes à l'urbanisation dont la perméabilité est comprise entre 15 et 500mm/h, devront disposer d'une surface suffisante pour l'implantation du dispositif de traitement des eaux usées conforme à l'arrêté du 27/04/2012 et à l'arrêté préfectoral du 17/10/2013.

La Loi ALUR a supprimé la règle du minimum parcellaire pour les demandes d'autorisation et d'occupation des sols.

Toutefois, c'est le SPANC qui juge, en fonction de la nature des sols en place et de la filière d'assainissement individuel retenue, de la suffisance de la taille des terrains pour les constructions neuves. L'avis favorable du SPANC fait en effet partie des pièces indispensables pour l'obtention d'un permis de construire.

C'est pourquoi, pour tout projet d'assainissement non collectif, il est demandé au pétitionnaire une étude à la parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner le dispositif d'assainissement autonome le plus adapté. Une parcelle d'une surface totale de 1 000 m<sup>2</sup> est un minimum généralement accepté pour les constructions neuves.

Il existe plusieurs filières d'assainissement non collectif autorisées au titre des arrêtés ministériels du 07/09/2009 et du 07/03/2012 et de l'arrêté préfectoral du 17/10/2013 ou agréées de façon spécifique. Les coûts d'investissement et de fonctionnement sont donnés à titre indicatif dans le tableau suivant :

Coût pour la mise en place d'une installation neuve (hors coûts périphériques)	Entre 7 000 et 12 000 € H.T.
Coût pour la réhabilitation d'une installation existante (hors coûts périphériques)	Entre 7 000 et 12 000 € H.T.
Entretien (vidange de la fosse tous les 4 ans)	Environ 250 € H.T. / vidange
Redevance diagnostic initial (par délibération du Conseil Communautaire de 3 décembre 2012)	95 € H.T. pour le premier diagnostic
Redevance du contrôle périodique du bon fonctionnement (par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2021)	14,74 € H.T. / an (un contrôle / 10 ans) Applicable au 1 <sup>er</sup> janvier 2022 avec revalorisation annuelle
Redevance du contrôle des installations neuves ou réhabilitées (jusqu'à 20 EH)	215 € H.T. / contrôle
Contrôle sur demande expresse des particuliers (vente, pollution...) (jusqu'à 20 EH)	215 € H.T. / contrôle

## 6. ZONAGE ASSAINISSEMENT

---

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal est divisé en zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles ou forestières (N).

### ● Les zones urbaines

Elles sont régies par les dispositions du titre II du présent règlement et comprennent :

- Ua - Zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux centre-bourg historiques
- Ub - Zone urbaine multifonctionnelle correspondant aux tissus bâtis hétérogènes
- Uc - Zone urbaine à dominante d'habitat correspondant aux extensions en périphérie des bourgs et villages
- Uav - Zone urbaine à dominante de bâti traditionnel correspondant aux bourgs et aux villages
- Uj - Zone urbaine de jardins ou d'espaces libres contigus aux zones urbaines
- Ue - Zone urbaine accueillant des équipements publics ou d'intérêt collectif
- Ut - Zone urbaine à vocation d'activités et d'hébergements touristiques
- Uy - Zone urbaine à vocation d'activités économiques, composée de 5 secteurs spécifiques :
  - Uya - Secteur de la zone urbaine Uy correspondant au Parc d'Activités Intercommunal Entre Dore et Allier
  - Uyb - Secteur de la zone urbaine Uy à vocation d'activités artisanales et industrielles
  - Uyc - Secteur de la zone urbaine Uy à vocation d'activités commerciales et de services
    - Comprenant un sous-secteur spécifique Uyc\* correspondant au site de l'ancienne entreprise Fusium qui a vocation à être reconverti pour accueillir des activités de services, hôtellerie ou restauration...
  - Uyd - Secteur de la zone urbaine Uy à vocation de dépôt d'explosifs

### ● Les zones à urbaniser

Elles sont régies par les dispositions du titre III du présent règlement et comprennent :

- 1AUc - Zone à urbaniser à court terme pour accueillir de l'habitat
- 2AUc - Zone à urbaniser à moyen ou long terme pour accueillir de l'habitat
- 1AUe - Zone à urbaniser à court terme pour accueillir des équipements publics ou d'intérêt collectif
- 2AUe - Zone à urbaniser à moyen ou long terme pour accueillir des équipements publics ou d'intérêt collectif
- 1AUy - Zone à urbaniser à court terme pour accueillir des activités économiques :
  - 1AUya - Zone à urbaniser à court terme du Parc d'Activités Intercommunal Entre Dore et Allier
  - 1AUyb - Zone à urbaniser à court terme à vocation d'activités artisanales et industrielles
- 2AUy - Zone à urbaniser à moyen ou long terme pour accueillir des activités économiques
  - 2AUya - Zone à urbaniser à moyen ou long terme du Parc d'Activités Intercommunal Entre Dore et Allier
  - 2AUyb - Zone à urbaniser à moyen ou long terme à vocation d'activités artisanales et industrielles

### ● Les zones agricoles

Elles sont régies par les dispositions du titre IV du présent règlement.

- A - Zone agricole à préserver
- Ap - Zone agricole non constructible présentant des enjeux particuliers (proximité de zones d'urbanisation, sensibilité paysagère et/ou écologique, ...)

### ● Les zones naturelles et forestières

Elles sont régies par les dispositions du titre V du présent règlement et comprennent :

- N - Zone naturelle et forestière à préserver, comprenant également des secteurs spécifiques :
  - Nha - Secteur de la zone naturelle correspondant à l'aire d'accueil des gens du voyage
  - Nhb - Secteur de la zone naturelle dédié à l'installation des gens du voyage
- NL - Secteur de la zone naturelle à vocation d'activités de loisir
- Nt - Secteur de la zone naturelle à vocation d'activités et d'hébergements touristiques
- Npv - Secteur de la zone naturelle dédié à l'implantation de centrales photovoltaïques au sol
- Np - Zone naturelle et forestière protégée présentant une sensibilité écologique forte nécessitant des mesures conservatoires particulières

## 6.1. Proposition de zonage

Les secteurs majoritairement englobés dans la zone de couverture de l'actuel réseau d'assainissement seront classés en **assainissement collectif** (zone en **jaune** sur la carte de zonage).

Les secteurs actuellement en assainissement non collectif pour lesquels aucun projet d'assainissement collectif n'a été retenu ou pour lesquels ce dernier est en cours de réflexion (car le projet est non riverain du réseau) seront placés en **assainissement non collectif**, (zone en **blanc** sur la carte de zonage).

### 6.1.1. Raccordement au réseau d'assainissement collectif

Les secteurs englobés dans la zone de couverture de l'actuel réseau d'assainissement seront classés en assainissement collectif.

Dans le cadre de la mise à jour du zonage d'assainissement, les zones projetées dans le PLUi par la commune en zones **AU** ont été classée en **assainissement collectif** car riveraine du réseau actuel d'assainissement.

Nous souhaitons souligner, qu'en dépit de la présence de réseaux existants à proximité ou desservant la zone à urbaniser, des travaux significatifs peuvent s'avérer nécessaires.

Cela peut notamment être le cas si les infrastructures situées en aval présentent des capacités insuffisantes ou si l'altimétrie des installations ne correspond pas aux exigences du projet. Ces travaux relèveront de la responsabilité de l'aménageur.

### 6.1.2. Secteurs en assainissement non collectif

Les parcelles n'entrant pas dans la zone de desserte actuelle ou future du réseau d'assainissement seront gérées par défaut en assainissement non collectif.

- En effet la faible densité de l'habitat et l'éloignement de ces secteurs du réseau d'assainissement, font qu'une extension de l'assainissement collectif aurait un coût prohibitif par rapport à des filières d'assainissement individuelles.

Il s'agit de secteurs isolés ou périphériques assez étalés, à l'écart des réseaux d'assainissement et le plus souvent les tailles de parcelles sont suffisantes pour recevoir des filières d'assainissement non collectif.

## 7. ANNEXE

---

### 1. Plan A0 du zonage Assainissement